

## CONTRAT

### MARCHE D'ANIMATION D'EXERCICES DE REACTION A L'INTRUSION ARMEE POUR FRANCE TRAVAIL BRETAGNE

**Procédure formalisée prévue à l'article L. 2124-1 du code de la  
commande publique**

Numéro de consultation : 2502-AC-AO-04

 **L'opérateur doit compléter les articles 1.1 ; 1.2.2 ; insérer le ou les  
BIC IBAN à l'article 1.3 ; puis compléter également l'article 10 du  
présent contrat**

**Seul France Travail remplit les articles 1.4 et 11 du contrat.**

## SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1. Identité des parties .....</b>	<b>4</b>
<b>1.2. Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.....</b>	<b>5</b>
<i>1.2.1 Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique .....</i>	<i>5</i>
<i>1.2.2 Répartition de l'exécution des prestations en cas de groupement conjoint .....</i>	<i>6</i>
<b>1.3. Coordonnées bancaires .....</b>	<b>6</b>
<b>1.4 Décision de France Travail .....</b>	<b>6</b>
<b>2. DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>7</b>
<b>2.1 Objet du marché .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2 Durée du marché .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3 Forme et quantités du marché.....</b>	<b>7</b>
<b>2.4 Pièces constitutives du marché.....</b>	<b>8</b>
<b>3. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>8</b>
<b>3.1 Modalités d'émission des bons de commande .....</b>	<b>8</b>
<b>3.2 Modalités de contrôle des prestations.....</b>	<b>9</b>
<i>3.2.1. Vérification de l'exécution des prestations.....</i>	<i>9</i>
<i>3.2.2 Contrôle sur pièces et sur place.....</i>	<i>10</i>
<b>3.3 Modalités de facturation et de règlement du marché .....</b>	<b>10</b>
<i>3.3.1. Cession et nantissement de créances .....</i>	<i>10</i>
<i>3.3.2. Modalités de facturation .....</i>	<i>10</i>
<b>4. MODALITES FINANCIERES.....</b>	<b>11</b>
<b>4.1 Forme et contenu des prix .....</b>	<b>11</b>
<b>4.2 Révision des prix .....</b>	<b>11</b>
<b>4.3 Frais de transport ou de déplacement.....</b>	<b>12</b>
<b>5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>12</b>
<b>5.1 Langue d'exécution du marché .....</b>	<b>12</b>
<b>5.2 Personnel affecté à l'exécution des prestations .....</b>	<b>12</b>
<b>5.3 Lutte contre le travail illégal .....</b>	<b>13</b>
<b>5.4 Changement dans la situation du titulaire .....</b>	<b>14</b>
<b>5.5 Dispositions applicables en cas de sous-traitance et de recours à un fournisseur.....</b>	<b>15</b>
<b>5.6 Modification du marché en cours d'exécution (clause de réexamen) .....</b>	<b>16</b>
<b>6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>17</b>
<b>6.1 Clauses sociale et environnementale.....</b>	<b>17</b>
<i>6.1.1 Engagement environnemental .....</i>	<i>17</i>
<i>6.1.2 Engagement d'insertion sociale .....</i>	<i>17</i>
<b>6.2 Obligation de confidentialité .....</b>	<b>19</b>
<b>6.3 Assurances.....</b>	<b>20</b>

<b>6.4 Protection des données personnelles .....</b>	<b>20</b>
<b>6.5 Propriété intellectuelle.....</b>	<b>25</b>
<b>7. PENALITES.....</b>	<b>25</b>
<b>8. RESILIATION .....</b>	<b>26</b>
8.1.1 <i>Résiliation aux torts exclusifs du titulaire .....</i>	26
8.1.2 <i>Résiliation unilatérale .....</i>	27
8.1.3 <i>Liquidation du marché résilié.....</i>	28
<b>9. LITIGES.....</b>	<b>28</b>
<b>10. SIGNATURES DES PARTIES .....</b>	<b>28</b>
<b>11. NOTIFICATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>29</b>

## 1. PREAMBULE

### 1.1. Identité des parties

Le présent marché est conclu entre les soussignés,

France Travail Bretagne, établissement public administratif, représenté par sa directrice régionale de Bretagne, Madame Angélique GOODALL, dûment habilitée à cet effet par le directeur général, domiciliée en cette qualité : 36 rue de Léon - CS 75301 -35053 Rennes Cedex 9

Ci-après dénommé « France Travail »,

d'une part,

Et la personne morale :

*Indiquer la raison ou dénomination sociale, Siret, adresse du siège social, numéros de téléphone, courriel et forme juridique de la personne morale candidate.*

*Si différent, indiquer également le nom, raison ou dénomination sociale, adresse, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché.*

Représentée par :

*Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.*

- ☐ agissant en qualité de candidat individuel
- ☐ agissant en qualité de mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique conformément au document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu

Ci-après dénommé « le

titulaire » d'autre part.

## **1.2. Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique**

### ***1.2.1 Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique***

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques, il a la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature. Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail.

Le mandataire du groupement, désigné à l'article « Identité des parties » du présent contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement en cours d'exécution du marché, y compris la liquidation judiciaire de l'opérateur économique au sens des articles L.641-1 et suivants du code de commerce et les manquements de cet opérateur aux obligations contractuelles, le mandataire du groupement a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article relatif à la sous-traitance du présent contrat.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de Candidature assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché.

A la première demande de France Travail, le mandataire du groupement lui transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas ladite convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

### **1.2.2 Répartition de l'exécution des prestations en cas de groupement conjoint**

Les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT

### **1.3. Coordonnées bancaires**

Les sommes dues au titre du présent marché sont libérées par virement sur le(s) compte(s) bancaire(s) dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.  
Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, le relevé BIC IBAN de chacun des membres du groupement est inséré sur cette page, si le titulaire est un groupement solidaire, le relevé BIC IBAN du compte unique est inséré sur cette page.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

### **1.4 Décision de France Travail**

**L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail.**

## 2. DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché de prestations d'animation d'exercices de réaction à l'intrusion armée destinées aux salariés de France Travail Bretagne telles que ces prestations sont décrites au présent contrat et au cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable.

Le marché est un marché à tranches composé de deux tranches :

- Une tranche ferme (TF) correspondant à la phase 1 – réalisation des exercices d'initiation de réaction à l'intrusion armée.
- Et une tranche optionnelle (TO) relative à la phase 2 – réalisation des exercices de recyclage de réaction à l'intrusion armée.

### 2.2 Durée du marché

Sous réserve des dispositions du présent contrat relatives à la résiliation, le marché est conclu pour une durée ferme jusqu'au 30 juin 2026 à compter de la date de sa notification puis jusqu'à la date d'achèvement de la tranche optionnelle si celle-ci est affermie. La reconduction annuelle de la tranche optionnelle après la décision d'affermissement est tacite.

Pour la reconduction, aux fins de dénonciation, France Travail se prononce au moins deux mois calendaires avant l'échéance de chaque période annuelle de la tranche optionnelle en cours après affermissement en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant reconduit le marché.

Pour l'affermissement de la tranche optionnelle, France Travail se prononce au moins un mois calendaire avant l'échéance de la tranche ferme du marché en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas affermir le marché. Cette dernière sera affermie par le biais d'un ordre de service ou le cas échéant d'un bon de commande, adressé au titulaire, au plus tard en janvier 2027. La durée maximale du marché toutes tranches comprises ne pourra dépasser 4 ans.

Le titulaire ne peut refuser la décision d'affermissement du marché. Dans le cadre du non-affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne pourra bénéficier d'aucune indemnité de non-affermissement. La reconduction annuelle de la tranche optionnelle après la décision d'affermissement est expresse. France Travail se prononce

A titre purement indicatif, la notification du marché est prévue pour le mois de mai 2025.

### 2.3 Forme et quantités du marché

Le marché est un marché à tranches qui prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique conclu avec un unique titulaire.

Les maximum par tranches s'établissent comme suit :

	<b>Tranche ferme</b> (jusqu'au 30 juin 2026)	<b>Tranche optionnelle avec reconduction 2026/2027</b>	<b>Tranche optionnelle avec reconduction 2028</b>	<b>Tranche optionnelle avec reconduction 2029</b>
<b>Maximum de sessions</b>	55 sessions (initiales)	59 sessions (recyclage)	59 sessions (recyclage)	59 sessions (recyclage)

France Travail n'est pas engagé sur le maximum mais le Titulaire est engagé à concurrence du maximum. Le Titulaire est engagé à concurrence du maximum. France Travail s'engage sur la tranche ferme mais le titulaire est engagé sur l'ensemble des tranches.

## 2.4 Pièces constitutives du marché

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le présent contrat;
- la charte Achats Responsables de France Travail ;
- les bordereaux des prix (initiation & recyclage) ;
- le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et son annexe ;
- le cadre de réponse portant la proposition technique du titulaire ;
- la ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

Les avenants le cas échéant conclus et les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives et contractuelles.

## 3. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

### 3.1 Modalités d'émission des bons de commande

Le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs, selon les besoins de France Travail Bretagne.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable. Ils sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission. Aucune commande par téléphone ne doit être prise en compte par le titulaire. Toute commande passée sous un autre format que celui du progiciel de gestion SAP doit être refusée par le titulaire sous peine de voir sa facture rejetée.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au seul mandataire du groupement.

Les bons de commande générés par SAP comportent notamment les mentions suivantes :

- le numéro SAP du marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande SAP ;
- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du mandataire du groupement titulaire ;



- la prestation commandée et ses modalités d'exécution ;
- la quantité commandée ;
- l'adresse du site de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- le prix de la prestation HT demandée figurant au bordereau des prix ;
- le montant total de la commande, HT et TTC ainsi que le taux de TVA appliqué.

France Travail se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière. Ces bons de commandes ont une validité maximale de trois mois à compter de la date d'échéance du marché.

France Travail se réserve la possibilité d'annuler un bon de commande jusqu'au jour du début d'exécution de la prestation. Cette annulation ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire.

## **3.2 Modalités de contrôle des prestations**

### **3.2.1. Vérification de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations et des livrables aux spécifications du marché telles que définies au cahier des charges fonctionnel et technique et des quantités commandées.

L'ensemble des prestations et livrables est soumis à la validation du service sécurité de France Travail dans les délais fixés au cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Au plus tard à l'issue de ce délai, France Travail, prend soit une décision d'admission, d'ajournement de l'admission des prestations, de réfaction ou de rejet. A défaut de décision expresse dans ce délai, les prestations sont réputées conformes.

France Travail prononce l'admission des prestations si ces dernières répondent aux stipulations du marché. Dans le cas contraire, France Travail peut décider d'ajourner l'admission des prestations et laisser un délai au titulaire pour procéder à la remise de prestations ou livrables modifiés. L'octroi de ce délai supplémentaire n'impacte pas les échéances des autres prestations et livrables préalablement fixées et les pénalités, le cas échéant, ne commencent à courir qu'à compter de l'expiration de la nouvelle échéance de livraison.

S'il n'est manifestement pas possible de demander des ajustements ou s'il s'avère qu'à la suite des ajustements effectués la qualité des prestations et livrables ne répond toujours pas aux attentes de France Travail spécifiées dans le marché, France Travail peut décider de l'application d'une réfaction ou du rejet des prestations.

De ce fait, France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement relatives aux prestations rejetées. La réception avec réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Cette réduction est appréciée au cas par cas par France Travail.

Les décisions d'admission avec réfaction ou de rejet sont motivées et notifiées au titulaire par courriel. Elles donnent lieu à l'établissement d'un avoir par le titulaire transmis *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017.

### **3.2.2 Contrôle sur pièces et sur place**

À tout moment au cours de l'exécution de la prestation, France Travail peut procéder, ou faire procéder, à des contrôles sur pièces et sur place (que ce soit sur les lieux d'exécution de la prestation ou dans tout établissement du titulaire ou d'un de ses sous-traitants) des prestations fournies. Ces contrôles peuvent être annoncés ou inopinés.

## **3.3 Modalités de facturation et de règlement du marché**

### **3.3.1. Cession et nantissement de créances**

En application des articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique, sur demande du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, présentée à la Direction comptable, France Travail Siège, TSA 92002, 75 987 PARIS CEDEX 20, France Travail lui remet le certificat de cessibilité précisant la créance totale à mettre en paiement, diminuée du montant des prestations confiées à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Sur demande du bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créances, la direction comptable de France Travail transmet, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa réception :

- soit un état sommaire des prestations effectuées accompagné d'une évaluation
- soit un décompte des droits constatés au profit du titulaire du marché
- soit un état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le titulaire du marché reçues par France Travail.

### **3.3.2. Modalités de facturation**

Les factures sont émises à compter de la réalisation de la prestation et payée qu'après la remise synthèse de la session, en un exemplaire original, et libellées à l'ordre de France Travail Bretagne.

Les sommes dues sont réglées après exécution complète de chaque bon de commande.

Les factures portent à minima les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le numéro et la date du bon de commande SAP ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, du mandataire du groupement ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- la nature des prestations facturées ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées.

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou la date de la constatation de la conformité des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises par chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute. Ces factures sont visées par le mandataire qui les transmet à France Travail. Les sommes dues sont versées :

- lorsque le groupement est conjoint sur le compte de chacun des membres du groupement selon la répartition annoncée à l'article « Répartition de l'exécution des prestations » du présent contrat,
- lorsque le groupement est solidaire sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Dans tous les cas, le montant à régler au titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte, notamment, des pénalités ou réfections imposées.

## 4. MODALITES FINANCIERES

### 4.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu aux prix exprimés en euros HT, figurant au bordereau des prix de l'accord-cadre. Les prestations font l'objet de prix forfaitaires.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, toutes taxes éventuelles, tous les frais exposés pour l'exécution des prestations et la totalité des frais de gestion, ainsi que les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

Les prix sont fermes pendant toute la tranche ferme du marché.

### 4.2 Révision des prix

Les prix sont révisibles uniquement pour la tranche optionnelle. Ils sont révisibles une première fois lors de la décision d'affermissement puis annuellement à la date anniversaire du début d'exécution de la tranche optionnelle du marché. Le coefficient de révision applicable au prix initiaux du marché est issu de la formule de révision suivante :

$$P(r) = P(o) \times [0,15 + 0,85 \times (SYN Rev(r) / SYN Rev(o))]$$

Sachant que :

- $P(r)$  est le prix révisé ;
- $P_o$  est le prix initial, consigné au bordereau des prix ;
- SYN Rév(r) est l'indice Syntec révisé connu publié sur le site internet de la Fédération Syntec (<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>) le mois précédant la date de la demande de la révision des prix ;
- SYN Rév(o) = le même indice connu, publié sur le site Internet de la Fédération Syntec, le mois du dépôt des offres.

A cet effet, le titulaire fait parvenir la demande de révision des prix, en application de la formule de révision, par communication d'un nouveau bordereau des prix du même modèle que le bordereau des prix initial, au service achats, marchés et approvisionnements de France Travail, au moins deux mois avant la date prévue pour la révision des prix, par tout moyen permettant de justifier de la date de réception. A défaut de transmission dans les délais, la demande de révision annuelle des prix n'est plus recevable de la part du titulaire. Le titulaire accompagne sa demande de l'ensemble des éléments de nature à justifier l'augmentation ou la réduction des prix.

La demande est à adresser à l'adresse suivante : [achats.35076@francetravail.fr](mailto:achats.35076@francetravail.fr).

Le service achats, marchés et approvisionnements valide la demande de révision des prix dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Si le titulaire n'a pas de réponse dans ce délai, sa demande est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande de révision des prix, le titulaire a la faculté de présenter une nouvelle révision des prix dans un délai de huit jours calendaires sur la base des observations du service achats, marchés et approvisionnements.

Seuls les tarifs révisés validés par France Travail peuvent être pris en compte.

Si l'augmentation des prix en application de la formule de révision des prix est supérieure à 5% par an, France Travail se réserve le droit de résilier le marché sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnisation du titulaire.

### **4.3 Frais de transport ou de déplacement**

Les déplacements des intervenants du titulaire pour les prestations et réunions en France métropolitaine sont à la charge du titulaire et compris dans le prix de son offre.

## **5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **5.1 Langue d'exécution du marché**

La langue d'exécution du marché est le français. Tous les documents remis à France Travail, ainsi que tous les entretiens réalisés avec les personnels de France Travail et toutes les présentations effectuées devant eux sont en français.

### **5.2 Personnel affecté à l'exécution des prestations**

Le titulaire affecte toutes les ressources nécessaires à la réalisation des prestations et assume en toute hypothèse l'entière responsabilité de la désignation, du nombre et du profil de ses personnels.

Le personnel affecté à l'exécution du marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le personnel appelé à travailler dans les locaux de France Travail se conforme au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables. Le titulaire est donc responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer France Travail de tout changement d'un membre de l'équipe affecté à la réalisation de la prestation, dès qu'il en a connaissance.

Il s'engage en particulier, dès la connaissance du départ de cet intervenant, à désigner un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; il en informe préalablement par écrit le service sécurité en lui transmettant le *curriculum vitae* du remplaçant proposé qui, dans un délai de dix jours ouvrés a la faculté de demander au titulaire la désignation d'un autre intervenant, en explicitant les raisons de cette demande. Le titulaire dispose alors d'un délai maximum de 10 jours ouvrés pour présenter un nouvel intervenant.

France Travail se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations pour des raisons dûment motivées par des raisons professionnelles. Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande, à proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le *curriculum vitae* du remplaçant proposé.

Le titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

### 5.3 Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dans les conditions suivantes :

- s'il est établi en France, il produit les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre

valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail, soit 5 000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

## **5.4 Changement dans la situation du titulaire**

Sans préjudice des dispositions du contrat relatives à la résiliation du marché, le titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de communiquer immédiatement à la Direction des Achats et Marchés de France Travail les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- à ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au service achats, marchés et approvisionnements de France Travail, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par le service achats, marchés et approvisionnements dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;

- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un relevé BIC IBAN des nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- les justificatifs de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par la Direction des Achats Marchés fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au niveau titulaire.

## **5.5 Dispositions applicables en cas de sous-traitance et de recours à un fournisseur**

Le titulaire se conforme strictement aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le titulaire remet à la Direction Achat et Marchés contre récépissé ou transmet par courrier recommandé avec avis de réception postale une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement établie, le cas échéant, conformément au document joint au Contrat.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du contrat.

Le silence gardé par la Direction Achat et Marchés pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

A première demande de la Direction Achat et Marchés, le titulaire transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, le Titulaire s'engage à ne



pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait : (i) un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ; (ii) une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité mentionnée au (i) ; (iii) une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées au (i) ou (ii).

## **5.6 Modification du marché en cours d'exécution (clause de réexamen)**

### **5.6.1. Modification par ordre de service**

Le titulaire est informé que France Travail se réserve la possibilité, à tout moment pendant la durée du marché, d'affermir la tranche optionnelle, sans impact financier pour lui.

Ces intégrations donnent lieu à un ordre de service notifié par France Travail au titulaire.

### **5.6.2. Modification par avenant**

Lors de l'exécution du marché tranche ferme comme optionnelle, un réexamen des dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et, le cas échéant, du Bordereau des prix, peut être engagé, à l'initiative de France Travail Bretagne.

Ce réexamen est susceptible de porter sur les éléments suivants :

- pouvant être modifiés sans impact financier :
  - la modification à la hausse ou à la baisse du nombre de participants dans chaque groupe de sessions pour chaque tranche ;
  - la modification des éléments relatifs au support d'animation par France Travail selon les directives nationales ;
  - l'éventuelle modification de la date de fin de la tranche ferme ;
  - la modification de la mise en œuvre de la clause d'engagement environnemental et / ou social.
- pouvant être modifiés avec un impact financier éventuel, à la hausse comme à la baisse :
  - la modification à la hausse ou à la baisse du nombre de sessions pour chaque tranche ;
  - en cas de circonstances exceptionnelles non prévisibles entraînant une modification significative des prix, l'application de la clause de révision des prix pourra être mise en œuvre semestriellement. Les modalités de demande de révision par le Titulaire sont alors modifiées par voie d'avenant. Dans ce cas, l'augmentation annuelle des prix au-delà de laquelle France Travail Bretagne se réserve le droit de résilier le marché est portée à 10%.

France Travail informe par courriel le titulaire, dans un délai maximum d'un mois, de sa volonté de procéder au réexamen d'un ou plusieurs éléments, en détaillant les modifications envisagées et les délais de mise en œuvre. Le titulaire dispose d'un délai de



quinze jours calendaires pour faire connaître à France Travail sa décision, ses éventuelles observations, ainsi que, le cas échéant, l'impact financier des modifications.

L'accord entre les parties sera matérialisé par l'établissement d'un avenant.

## **6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **6.1 Clauses sociale et environnementale**

#### **6.1.1 Engagement environnemental**

Une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations du présent marché est mise en place. Elle porte sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre de la prestation et la réduction de l'empreinte carbone de la prestation.

Pour ce faire, au plus tard avant la fin du quatorzième mois suivant la notification du marché, le titulaire adresse au correspondant achat un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations objets du marché réalisé selon la méthode issue de la norme ISO 14064, ou équivalent, a minima sur les scopes 1 et 2. Ce bilan peut être réalisé à l'aide d'un outil générique en ligne. Au regard de ce bilan, et dans le même délai, le titulaire définit et communique un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations du marché.

Les éléments, le cas échéant, remis par le titulaire lors de la procédure de passation satisfont à ces obligations dès lors qu'ils se rapportent effectivement aux prestations du marché.

Au plus tard un mois avant la fin de la période contractuelle d'exécution du marché, le titulaire justifie auprès du correspondant achat de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de réduction ainsi que de leurs résultats.

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets (bilan n'intégrant pas l'ensemble des prestations du marché, absence de mise en œuvre du plan de réduction, etc...), le titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article 7 du contrat.

#### **6.1.2 Engagement d'insertion sociale**

##### **6.1.2.1 Définition de l'engagement**

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du marché, à conduire une action de promotion de l'emploi et de lutte contre les discriminations pour les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article « Pénalités » du présent contrat, le titulaire réserve à ces personnes le nombre d'heures de travail indiqué dans le tableau ci-dessous, à compter de sa date de notification.

Tranches de CA (montant total de bons de commandes annuelles) en	Heures d'insertion sociale (annuelle) pour chaque tranche ferme et optionnelle (sous
------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------

€ TTC	réserve d'affermissement et des reconductions de la tranche optionnelle)
≤ 50 000 €	15 heures
Entre 50 001 € et ≤ 90 000 €	30 heures
Entre 90 001 € et ≤ 170 000 €	50 heures
Entre 170 001 € et ≤ 260 000 €	80 heures
Entre 260 001 € et ≥ 330 000 €	100 heures

Pour satisfaire cet engagement, le titulaire peut procéder à l'embauche directe, recourir à de la mise à disposition de personnel ou à de la sous-traitance par une entité du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) ou recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

En cas de recrutement direct ou de recours à un GEIQ, le titulaire vérifie auprès de France Travail de l'éligibilité de la personne à la clause sociale d'insertion conformément à la liste des bénéficiaires suivante :

Sont éligibles à la clause sociale d'insertion toutes les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, inscrites à France Travail et répondant à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois en catégories 1, 2 ou 3 ;
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau inférieur au CAP ou BEP ;
- les personnes relevant du dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les demandeurs d'emploi issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Ainsi que toute autre personne rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières sur avis motivé de France Travail.

Plus généralement, le titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'insertion sociale, se rapprocher de France Travail.

#### **6.1.2.2 Modalité de contrôle de l'engagement**

Le suivi de la réalisation de l'engagement d'insertion professionnelle s'effectue auprès de la Direction régionale Bretagne selon les modalités ci-dessous.

Le Titulaire est tenu de déclarer en ligne, via la plateforme mise à disposition par France Travail, le profil des personnes concernées en justifiant de leur éligibilité, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne, la description de leurs activités. Le Titulaire joint les justificatifs correspondants. Le Titulaire communique ainsi :

- au plus tard dans les quinze jours qui suivent chaque recrutement, le profil de chaque personne recrutée. France Travail confirme au Titulaire via la plateforme l'éligibilité de la personne ;
- au fur et à mesure de leur réalisation et au plus tard tous les deux mois, le nombre d'heures d'insertion réalisées par chaque personne directement recrutée et les justificatifs correspondants. Le cas échéant, France Travail informe le Titulaire via la plateforme des écarts constatés.

Pour ce faire, les coordonnées de cette plateforme sont communiquées à la notification du présent marché au titulaire qui doit s'inscrire à l'aide de la clé d'identification qui lui sera transmise ;

Au plus tard dans les quinze jours qui précèdent la date anniversaire de prise d'effet du marché, le Titulaire vérifie l'exhaustivité des informations saisies.

Le Titulaire transmet également à France Travail, annuellement, un mois avant la réunion du comité de pilotage correspondant, un bilan des actions mises en œuvre au titre de son engagement d'insertion professionnelle sur l'année écoulée.

Le Titulaire répond par ailleurs à toute sollicitation de France Travail portant sur son engagement d'insertion professionnelle.

## **6.2 Obligation de confidentialité**

Tous les documents communiqués par France Travail dans le cadre de ce marché sont strictement confidentiels et ne doivent pas faire l'objet d'une utilisation commerciale auprès d'une autre structure par le titulaire.

Toute information communiquée ou accessible dans le cadre de la passation ou de l'exécution du présent marché est considérée comme confidentielle. Le titulaire s'engage à respecter leur caractère confidentiel et à ne pas les révéler ou les laisser à disposition de tiers (y compris le personnel non affecté à l'exécution du marché) sauf accord écrit préalable de France Travail.

- Toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles ;
- D'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelque forme que ce soit, à d'autres fins que l'exécution du marché ;
- De divulguer les informations confidentielles du client et ayant un rapport direct avec l'objet, la nature et l'étendue de la prestation ou auxquelles ils auront accès à l'occasion de l'exécution de la prestation ;
- De n'effectuer aucune action sur les données de France Travail Bretagne (telle que copier, imprimer, dupliquer, modifier) en dehors des procédures au titre des dispositions applicables à la prestation ;
- De ne pas faire, ni laisser faire de communication publique ou privée, écrite ou orale, mentionnant tout ou parties desdites informations ;
- De ne pas déposer en leur nom, ni faire déposer au nom de tiers de demande de titre de propriété industrielle sur les informations confidentielles ;

Par ailleurs, les agents du Titulaire informent immédiatement leur supérieur hiérarchique de toute situation où des informations confidentielles seraient recueillies par inadvertance, ou viendraient fortuitement à leur connaissance.

Le Titulaire restitue à France Travail Bretagne, à la fin des prestations, l'intégralité des informations, notes, documents, logiciels, projets et plans remis dans le cadre de la prestation et à certifier par écrit au client ne pas avoir conservé d'informations.

Cette obligation de confidentialité est opposable à tous les salariés du titulaire durant 3 ans après leur départ de France Travail Bretagne.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par France Travail Bretagne, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions définies à l'article du contrat relatif à la résiliation.

### 6.3 Assurances

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché, par des tiers. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. Le titulaire met en ligne les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties concernées sur une plateforme électronique mise en ligne gracieusement par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées à la notification du marché.

Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose ces attestations tous les ans et jusqu'à l'échéance du marché.

### 6.4 Protection des données personnelles

#### 6.4.1. - Traitement de données personnelles mis en œuvre en qualité de sous-traitant

##### 6.4.1. a) - Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

France Travail et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Au titre du présent contrat, France Travail est désigné en tant que responsable de traitement ; le Titulaire est désigné comme sous-traitant.

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de France Travail, les données personnelles nécessaires à l'exécution du contrat pour :

- la finalité principale : réaliser des prestations d'animation d'exercices de réaction à l'intrusion armée à destination des agents de France Travail Bretagne ;
- et les sous-finalités :
  - permettre aux agents de réagir en cas d'intrusion armée
  - apprendre à réagir à celui-ci en mettant en place des actions réflexes
  - ⇒ réaliser des mises en situation.

La base légale de ce traitement de données à caractère personnel est la poursuite des intérêts légitimes de France Travail à informer et préparer au mieux ses agents à l'intrusion armée dans le cadre de la gestion des risques professionnels au sein des sites de France Travail.

Le traitement appliqué aux données à caractère personnel consiste à collecter, enregistrer, consulter, utiliser, transmettre et effacer ces données.

Les catégories de personnes et les données à caractère personnel concernées par le traitement sont :

- Les personnes en charge de l'exécution et du suivi du présent contrat au sein de France Travail Bretagne :
  - Nom et prénom
  - Site ou service de rattachement
  - Numéro de téléphone professionnel, adresse courriel professionnelle
- Les personnes en charge de l'exécution et du suivi du présent contrat au sein du Titulaire :
  - Nom et prénom
  - Site de rattachement
  - Fonction
  - Numéro de téléphone professionnel, adresse courriel professionnelle
  - Profil / expérience / diplômes / CV
- Les agents de France Travail Bretagne bénéficiaires des animations des exercices de réaction à l'intrusion armée :
  - Nom et prénom
  - Date de naissance
  - Site de rattachement
  - Adresse courriel professionnelle
  - Inscription, convocation, présence et attestation de suivi de formation
  - Réponses apportées au questionnaire de satisfaction de la formation

Le responsable de la protection des données personnelles de France Travail Bretagne peut être contacté par courriel à [bre.protectiondesdonneespersonnelles@rgpd.francetravail.fr](mailto:bre.protectiondesdonneespersonnelles@rgpd.francetravail.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail Bretagne, Service Affaires juridiques, CS 75301, 35053 Rennes Cedex 9.

Sauf accord préalable exprès de France Travail Bretagne et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail Bretagne, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

#### **6.4.1. b) - obligations du titulaire en matière de protection des données et de sécurité**

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Contrat. Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail ;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- le cas échéant, aider France Travail dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
- mettre à disposition de France Travail l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;
- dans le cas où il a recours à un sous-traitant ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au sous-traitant ultérieur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable spécifique de France Travail. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de France Travail. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations ;
- dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

De plus, le Titulaire apporte une attention particulière aux données personnelles figurant dans les zones de texte libre, notamment dans les livrables remis à France Travail, afin de n'y porter que des informations ayant un caractère objectif, c'est-à-dire dépourvues de jugement de valeur sur le ou les bénéficiaires. Ces informations ne peuvent en aucun cas faire apparaître des données sensibles telles que l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle, des données génétiques, des données biométriques visant à

identifier une personne physique de manière unique, des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions ou aux mesures de sûreté connexes.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au présent Contrat et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité des informations communiquées ou traitées pour le compte de France Travail adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes.

En particulier, le Titulaire veille à assurer :

- la confidentialité des données, en empêchant leur accès et leur divulgation à des tiers non autorisés, notamment par la mise en œuvre de procédés de pseudonymisation, de chiffrement et/ou d'authentification adaptés ;
- l'intégrité des données, en empêchant leur modification en dehors du cadre du contrat, et ce, qu'elle soit accidentelle ou intentionnelle ;
- la disponibilité des données, en empêchant leur perte ou leur destruction accidentelle ou intentionnelle en dehors du cadre du contrat ;
- la disponibilité et la résilience constantes des systèmes d'information utilisés dans le cadre du contrat afin de permettre, en cas d'incident physique ou technique, de rétablir l'accès aux données dans des délais appropriés ;
- la traçabilité des opérations et de l'origine des données, notamment par la mise en œuvre de procédés de journalisation.

Dans ce cadre, les mesures de sécurité mises en œuvre par le Titulaire doivent répondre aux exigences de sécurité de France Travail et faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Le Titulaire met à disposition de France Travail les politiques et procédures de sécurité mises en œuvre pour assurer le respect de l'exécution de ces dispositions. France Travail aura au préalable évalué le niveau de sensibilité des informations et en informera le Titulaire.

#### **6.4.1. c) - Information des personnes concernées**

France Travail Bretagne informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du RGPD, notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet sans délai ces demandes à France Travail Bretagne, par courriel, à l'adresse [bre.protectiondesdonneespersonnelles@rgpd.francetravail.fr](mailto:bre.protectiondesdonneespersonnelles@rgpd.francetravail.fr). Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail Bretagne à répondre à ces demandes dans le délai imparti par la réglementation (1 mois).

#### **6.4.1. d) - Violation de données personnelles**

Dès connaissance, le Titulaire notifie à France Travail Bretagne, par courriel à l'adresse [bre.protectiondesdonneespersonnelles@rgpd.francetravail.fr](mailto:bre.protectiondesdonneespersonnelles@rgpd.francetravail.fr), toute violation de données personnelles afin de permettre à France Travail de répondre à son obligation de notification à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) sous 72h. Est jointe la documentation utile permettant le cas échéant à France Travail de notifier



cette violation à la CNIL. Cette documentation comprend à *minima* les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

France Travail procède à la notification de la violation de données auprès de la personne concernée selon les dispositions de l'article 34 du RGPD.

#### **6.4.1. e) - Sort des données**

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire informe France Travail de la date de cette destruction par ses soins et par ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, dans un délai maximum de huit jours calendaires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

#### **6.4.2. - Autres traitements de données personnelles**

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail. France Travail et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'exécution du marché.



## 6.5 Propriété intellectuelle

France Travail demeure propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments de toute nature, notamment les outils, méthodes et savoir-faire, ainsi que la documentation, utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que ces éléments aient été mis au point ou développés antérieurement ou au cours de l'exécution du marché.

Sauf accord préalable écrit de France Travail, le titulaire ne dispose d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels le Titulaire détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant au Titulaire.

Le Titulaire garantit France Travail de toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché. A première manifestation de la revendication d'un tiers, le Titulaire prend les mesures propres à faire cesser le trouble et prêle assistance à France Travail, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'il détient ou peut obtenir. Dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de sa notification, France Travail informe le Titulaire de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances du Titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et l'appelle à la cause en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

## 7. PENALITES

En cas de non-respect des délais d'exécution définis au présent marché ou de manquement dans l'exécution des prestations, le titulaire est redevable des pénalités ci-dessous sans mise en demeure préalable.

MANQUEMENT	RISQUE ENCOURU
Non-respect de l'obligation de délais contractuels d'exécution par bon de commande	50 € HT par jour ouvré de retard
Non-conformité des spécifications des prestations attendues dans la proposition technique du titulaire et du présent contrat	250 € HT par spécification non conforme
Non-exécution d'une animation programmée	500 € HT par session non exécutée
Retard non anticipé à partir d'1 heure d'un animateur	100 € HT par retard constaté par heure
Non réalisation de la clause d'insertion sociale	50 € par heure d'insertion non réalisée ou non justifiée constatée à l'échéance de chaque tranche

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets mentionnés à l'article « engagement environnemental » du présent contrat, le titulaire est redevable sans mise en demeure préalable d'une pénalité

forfaitaire d'un montant correspondant à 1% du montant HT facturé sur l'année contractuelle N-1 ou la tranche précédente.

Dans le cas où le retard est imputable à France Travail, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont signifiées par la direction émettrice de la commande et appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Pour le paiement des pénalités, le titulaire émet un avoir *via* Chorus pro. Le montant est décompté des factures suivantes.

Lorsque le montant des pénalités dépasse 10% du montant annuel facturé du marché, France Travail se réserve le droit de résilier conformément aux dispositions de l'article relatif à la résiliation du présent contrat.

## 8. RESILIATION

### 8.1.1 Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du titulaire, le marché est résilié sans mise en demeure préalable aux torts exclusifs du titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail ou des articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché;
- lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai France Travail ;
- en cas d'atteinte du plafond de pénalités fixé à l'article relatif aux pénalités du présent contrat.

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de six mois à compter de cette

- injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 du code du travail, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure. Cette résiliation prend effet dans un délai de six mois à compter de l'injonction de France Travail ;
  - lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail du fait du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

### **8.1.2 Résiliation unilatérale**

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le paiement se fait au prorata des prestations réellement exécutées.

Ces dispositions nécessitent de définir les pièces comptables et financières permettant d'apprécier la réalité des demandes présentées par le titulaire.

### **8.1.3 Liquidation du marché résilié**

Le marché résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont France Travail accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché est arrêté par décision de France Travail et notifié au titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle du titulaire. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, France Travail mandate au profit du titulaire 80% du montant de ce solde ; si le solde est débiteur, France Travail exige du titulaire le reversement immédiat de 80% de ce solde.

## **9. LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable dans les deux mois à compter de la survenance du litige et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif de Rennes.

## **10. SIGNATURES DES PARTIES**

**Pour le titulaire, le mandataire du groupement ou l'ensemble des membres du groupement si le mandataire n'a pas été habilité à signer le contrat.**

**Fait à ..... Le ...**

**Signature :**

**Pour France Travail, par délégation :**

Fait à Rennes, le .....

Signature du représentant de France  
Travail

La directrice régionale de  
France Travail Bretagne  
Angélique GOODALL

## 11. NOTIFICATION DU MARCHÉ

**L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail**

Est remise au titulaire, à titre de notification du présent marché, une copie du présent contrat par envoi par la plateforme de dématérialisation dont le titulaire accuse réception